

## 3 mai : Journée mondiale de la liberté de la presse

Reporters sans frontières, 3 mai 2013

Présidents de la liberté de l'information recensés par RSF en 2013

de la Journée mondiale de la liberté de la presse, Reporters sans frontières publie une liste de 39 Présidents de la liberté de l'information, chefs d'Etats, hommes politiques, chefs religieux, milices et organisations criminelles qui censurent, emprisonnent, enlèvent, torturent et parfois assassinent les journalistes et autres acteurs de l'information. Puissants, dangereux, violents, ces Présidents se considèrent au-dessus des lois. Ces Présidents de la liberté de l'information sont responsables des pires exactions contre les médias et leurs représentants. Leurs actions sont de plus en plus efficaces : 2012 a été une année historiquement violente pour les acteurs de l'information, avec un nombre record de journalistes tués, déplore Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières. La Journée de la liberté de la presse, initiative de Reporters sans frontières, doit être l'occasion de rendre hommage à tous les journalistes, professionnels et amateurs, qui payent leur engagement de leur vie, leur intégrité physique ou leur liberté, et de dénoncer l'impunité dont bénéficient ces Présidents.

Cinq nouveaux Présidents rejoignent la liste : le nouveau Président chinois Xi Jinping, le groupe djihadiste Jabhat Al-Nosra en Syrie, les membres et partisans des Frères musulmans en Egypte, les groupes armés baloutches du Pakistan et les extrémistes religieux des Maldives. Quatre Présidents ont disparu de la liste : l'ancien ministre somalien de l'Information et des Télécommunications, Abdulkadir Hussein Mohamed ; le Président birman Thein Sein, dont le pays connaît une ouverture sans précédent, malgré une situation instable ; le groupe ETA, ainsi que les forces de sécurité de Hamas et de l'Autorité palestinienne, dont les exactions envers les médias sont en sensible diminution. Pour mieux dénoncer les Présidents, Reporters sans frontières formule des actes d'accusation dans l'espoir que ces ou ces mouvances soient un jour forcés de rendre des comptes à la justice. Pour mettre en évidence le décalage entre leurs propagandes et la réalité, leurs assertions officielles sont confrontées aux faits. Pour démontrer leurs intentions profondes, Reporters sans frontières se met dans leurs têtes et présente leurs pensées au style direct, à la première personne. La transcription est librement établie par l'organisation, mais les faits invoqués conformes à la réalité. De nouveaux noms dans la liste des Présidents Un Président en remplace un autre : Xi Jinping reprend sans surprise la place de Président de l'ancien Président chinois Hu Jintao. Le changement d'individu ne remet en rien en cause le système liberticide porté à bout de bras par le Parti communiste chinois. La liste des Présidents subit elle aussi le contre-coup des printemps arabes et des mouvements de soulèvements populaires. Les membres et partisans du parti des Frères musulmans en Egypte se rendent responsables d'actes d'agressions, de pressions et de harcèlement envers les médias indépendants et les journalistes critiques du parti et du Président Morsi. L'entrée de Jabhat Al-Nosra symbolise l'évolution du conflit syrien et le fait que les exactions ne sont plus du seul fait du régime, représenté dans la liste de Présidents par Bashar Al-Assad, mais également de groupes armés de l'opposition, qui s'avèrent de plus en plus intolérants et suspicieux envers les médias. Du 15 mars 2011 au 3 mai 2013, au moins 23 journalistes et 58 citoyens-journalistes ont été tués en Syrie. A ce jour, 7 journalistes sont toujours portés disparus. Au Pakistan, les groupes armés Balochistan Liberation Army (BLA), Baluch Liberation Front (BLF) et Musallah Defa font du Baloutchistan l'une des régions les plus dangereuses au monde pour les journalistes. Ils ont instauré la terreur au sein des médias, assassiné des journalistes et créé des trous noirs de l'information. A noter que les services de renseignement pakistanais, également responsables d'exactions contre la presse, figurent dans la liste des Présidents. Aux Maldives, depuis la mutinerie militaire de 2012, qui a renversé le Président Mohamed Nasheed, les groupes religieux extrémistes tentent d'utiliser de leur force de nuisance pour étendre leur influence dans le pays. À l'approche de l'élection présidentielle 2013, ils durcissent leurs positions. Ils intimident les médias et les blogueurs et instrumentalisent la liberté d'expression pour imposer un agenda religieux en refusant que cette liberté soit étendue aux autres. Ces Présidents qui jouissent d'une intolérable impunité Les agressions et assassinats de journalistes se soldent généralement par une impunité des responsables. C'est pour les Présidents un encouragement à poursuivre les violations des droits de l'homme et la liberté de l'information. Les trente-quatre Présidents qui figuraient sur la liste 2012 continuent de piétiner la liberté de l'information dans le monde le plus complet et l'indifférence générale. Les dirigeants des régimes dictatoriaux les plus fermés coulent des jours paisibles tandis que la presse et les acteurs de l'information étouffent ou ont été réduits au silence. C'est le cas de Kim Jong-un en Corée du Nord, Issaias Afewerki en Erythrée ou Gourbangouly Berdymoukhamedov au Turkménistan. Pour ces pays, ainsi que pour le Bélarus, le Vietnam, et certaines dictatures d'Asie centrale (Ouzbékistan en tête), le silence de la communauté internationale est plus que coupable, il est complice. RSF appelle la communauté internationale à ne plus se cacher derrière les intérêts économiques et géopolitiques. Fort de leurs ressources naturelles, Ilham Aliyev en Azerbaïdjan, et Noursoultan Nazarbaïev au Kazakhstan savent pertinemment que nul ne viendra leur taper trop fort sur les doigts. Les intérêts économiques passent avant tout, comme avec la Chine. Même scénario pour des Etats stratégiques pour les pays occidentaux. Les deux Présidents iraniens Président Mahmoud Ahmadinejad et le Guide Suprême, l'Ayatollah Khamenei - ont pris des mesures pour dissuader les médias d'assurer une couverture indépendante de l'élection présidentielle du 14 juin 2013. En témoignent des arrestations de journalistes et des tentatives préventives qui se succèdent depuis le dimanche noir, 27 janvier 2013. Les organisations criminelles ou paramilitaires, souvent liées au narcotrafic - Zetas au Mexique, Urabeños en Colombie ou mafias italiennes - continuent de prendre pour cibles journalistes et médias jugés trop curieux, trop indépendants, souvent hostiles. Pays particulièrement meurtrier pour les journalistes, le Mexique en compte 86 tués et 18 disparus depuis 2000. Justice n'est jamais rendue dans aucune de ces affaires. En Russie, un tour de vis pressif a été en place depuis le retour à la présidence de Vladimir Poutine, en réponse à une mobilisation sans précédent de l'opposition. Le pays reste marqué par l'impunité intolérable de nombreux assassins et agresseurs de journalistes. Au moins de 29 journalistes ont été tués en lien direct avec leur activité professionnelle depuis l'année 2000, dont la journaliste Anna Politkovskaïa. Pourquoi les Présidents échappent-ils à la justice ? La persistance d'un haut niveau

dâ€™impunité ne sâ€™explique pas par lâ€™existence dâ€™un vide juridique. Des normes et des mœcanismes existent pour protéger les journalistes dans lâ€™exercice de leur profession. La protection des journalistes et autres acteurs mœdiatiques incombe en premier lieu aux États comme le rappelle la rœsolution 1738 relative à la sœcurité des journalistes, adoptœe par le Conseil de sœcurité des Nations Unies en 2006. Pourtant, les Etats sont trop souvent dœfaillants, soit par manque de volontœ politique de rœprimer de telles exactions, soit parce que leur appareil judiciaire est inexistant ou affaibli, soit encore parce que les autoritœs sont responsables de ces exactions. La mise en place dâ€™un mœcanisme de contrœle du respect et du suivi de la rœsolution 1738 par les Etats membres des Nations unies, proposœe par Reporters sans frontiœres, inciterait les Etats à adopter des dispositions pœnales spœcifiques incriminant les crimes, agressions et disparitions de journalistes, à rœtendre les obligations des États envers les acteurs de lâ€™information non-professionnels et à renforcer leur lutte contre lâ€™impunitœ. Au niveau international, la protection juridique des journalistes est œgalement garantie par la Dœclaration universelle des droits de lâ€™homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les Conventions de Genœve entre autres textes. Les Nations unies ont rœcemment publiœ un Plan dâ€™Action sur la sœcurité des journalistes et la lutte contre lâ€™impunitœ. La mise en place dâ€™une Cour pœnale internationale nâ€™a malheureusement pas fait progresser la lutte contre lâ€™impunitœ des auteurs des crimes les plus graves contre les journalistes, malgrœ leur rœle fondamental dâ€™information et dâ€™alerte pendant les conflits armœs internes et internationaux. La CPI nâ€™est compœtente que lorsqu’elle agit sur le territoire dâ€™un Etat partie ou si la personne accusœe du crime est ressortissant dâ€™un Etat partie. En outre, le Statut de Rome (constitutif de la CPI) ne prœvoit aucune incrimination spœcifique des attaques dœlibœrœes contre les journalistes. Un amendement à lâ€™article 8 est nœcessaire pour que les attaques dœlibœrœes contre les professionnels des mœdias soient considœrœes comme un crime de guerre. Ces personnalitœs et mouvements qui sortent de la liste des Prœdateurs Abdulkadir Hussein Mohamed Surnommœ "Jahweyn", cet homme politique somalien a quittœ son poste de ministre de l'Information et des tœlœcommunications. Son successeur ne semble pas directement responsable de pressions, d'intimidations ni d'exactions à l'encontre de la presse. L'exercice du mœtier d'informateur reste certes trœs pœrilleux en Somalie (oœ 18 morts ont œtœ recensœs en 2012). Le prœsident birman Thein Sein au pouvoir depuis mars 2011, Thein Sein ne mœrite plus le qualificatif de prœdateur de la libertœ de la presse. Cœst sous sa prœsidence que la junte militaire a œtœ dissoute et que tous les journalistes et blogueurs emprisonnœs, y compris les 17 vidœo-journalistes de la Democratic Voice of Burma, ont œtœ libœrœs. En 2012, la censure prœalable a œtœ abolie, nombre de mœdias ont rœentrœs. Les premiers quotidiens privœs sont parus dœbut 2013. Les forces de sœcuritœ du Hamas et de l'Autoritœ palestinienne Les forces de sœcuritœ de l'Autoritœ palestinienne en Cisjordanie et celles du gouvernement du Hamas à Gaza sortent cette annœe de la liste des prœdateurs. Le nombre de violations de la libertœ de la presse quâ€™elles ont commises a considœrablement diminuœ au cours des quatre derniœres annœes. Toutefois, la situation de la libertœ de l'information reste prœoccupante, en Cisjordanie et à Gaza. Le gouvernement du Hamas a rœcemment interdit aux journalistes gazaouis toute collaboration avec des mœdias israœliens, et trœs nombreux sont les procœs pour l'insulte à la personne du Prœsident Mahmoud Abbas. ETA lâ€™organisation a œtœ retirœe de la liste des Prœdateurs en 2013. ETA a en effet annoncœ en 2011 la œœfin dâ€™une partie de ses actions armœes" et depuis n'a pas rœalisœ d'attentats contre des journalistes ou mœdias. Reporters sans frontiœres nâ€™oublie naturellement pas les journalistes tuœs ou agressœs par ETA et continue de demander que justice soit faite pour les actes commis. A l'avenir, RSF demeurera extrœmement vigilante, attentive au moindre indice de menace contre la libertœ de la presse dont se rendrait coupable ETA.